

---

## Fortune et infortune de la presse privée égyptienne

Socio-histoire d'un lieu de production de l'information

*Fortune and misfortune of the Egyptian private press. Sociohistory of a place of production of information*

Bachir Benaziz

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12324>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.12324

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 187-208

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Bachir Benaziz, « Fortune et infortune de la presse privée égyptienne », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2020, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12324> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.12324>

---

Tous droits réservés

## > NOTES DE RECHERCHE

BACHIR BENAZIZ

Développement et sociétés

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Institut de recherche pour le développement

F-94736

bachir.benaziz7@gmail.com

### FORTUNE ET INFORTUNE DE LA PRESSE PRIVÉE ÉGYPTIENNE SOCIO-HISTOIRE D'UN LIEU DE PRODUCTION DE L'INFORMATION

**Résumé.** — L'émergence au milieu des années 1990 d'une presse financée par des hommes d'affaires marque le passage en Égypte d'une presse « d'État », dépendante du pouvoir politique, héritière de la période des « nationalisations » durant les années 1960, à un nouveau type de journalisme qui place les transformations de la société au centre du processus de production de l'information. La thèse de cet article, qui s'appuie sur les résultats d'une enquête de terrain menée entre 2012 et 2015, est que les transformations que la presse écrite égyptienne va connaître avec l'avènement du financement privé, doivent être analysées dans le cadre de formation d'un nouveau « lieu de production » de l'information. L'étude de ce lieu de production suppose d'être attentif au contexte politique et social, aux conditions de production, au mode de gestion et de financement, à l'organisation du travail journalistique, à la diversité des profits et des motivations des hommes d'affaires qui ont investi dans les médias au temps de Hosni Moubarak, ainsi qu'aux parcours professionnels des principaux acteurs concernés, les journalistes.

**Mots clés.** — presse privée, Égypte, lieu de production, *Al-Dustûr*, *Al-Massry al-Youm*, *Al-Badl*

L'émergence au milieu des années 1990 d'une presse financée par des hommes d'affaires marque le passage en Égypte d'une presse « d'État », dépendante du pouvoir politique et héritière de la période des « nationalisations » durant les années 1960, à un nouveau type de journalisme qui place les transformations de la société au centre du processus de production de l'information. Les principaux indicateurs de cette rupture journalistique renvoient essentiellement à la place accordée par cette presse naissante à des problématiques sociales longtemps occultées par les médias du régime, au poids des sources non officielles dans la définition du sens donné aux événements, au recours à une narrativité journalistique qui emprunte au langage du quotidien, mais surtout, à la couverture intensive et bienveillante des mouvements de protestation. Des journaux comme *al-Dustûr* (2005-2010) et *al-Badîl* (2007-2009), ont bâti leurs projets journalistiques sur la valorisation médiatique de l'action collective. Comment expliquer que des hommes d'affaires, ayant été pour la plupart proches du régime de Hosni Moubarak, aient pu prendre le risque d'investir dans des médias qui développent un journalisme d'opposition ? Couvrir les activités des mouvements de revendication politique ou des grèves ouvrières, publier les révélations de juges sur le truchage d'élections, donner la parole aux opposants les plus engagés contre le projet de transmission héréditaire du pouvoir, pouvaient en toute probabilité contredire les intérêts du monde des affaires dont ils font partie, mais surtout ceux du régime politique. Or, tous ont maintes fois déclaré avoir « payé très cher » la nature du journalisme défendu par les structures qu'ils contrôlent. Au sein même du milieu journalistique égyptien, les rumeurs et informations contradictoires abondent sur l'identité et les trajectoires de certains hommes d'affaires qui ont investi dans les médias. Des rumeurs alimentées aussi par l'implication grandissante de ces derniers dans la vie politique égyptienne après le 25 janvier 2011, jusqu'à devenir une arme de décrédibilisation professionnelle dans la concurrence que se livrent les protagonistes de l'Égypte post-Moubarak. On dira ainsi que c'est le journal de Salah Diab (le quotidien *al-Massry al-Youm*) ou la chaîne télé d'Ahmad Bahgat (Dream TV) pour réduire la structure médiatique aux intérêts du propriétaire. La thèse de ce travail, qui s'appuie sur les résultats d'une enquête de terrain menée entre 2012 et 2015, est que les transformations que la presse écrite égyptienne va connaître avec l'avènement du financement privé, doivent être analysées dans le cadre de formation d'un nouveau lieu de production médiatique. L'étude de ce lieu de production suppose d'être attentif au contexte politique et social, aux conditions de production, au mode de gestion et de financement, à l'organisation du travail journalistique, à la diversité des profils et des motivations des hommes d'affaires qui ont investi dans les médias au temps de Hosni Moubarak, ainsi qu'aux parcours professionnels des principaux acteurs concernés, les journalistes.

Dans un premier et un deuxième temps, il s'agira de préciser les contours de cette notion de « lieu de production », empruntée à l'historien et anthropologue Michel de Certeau (1975), avant de traiter brièvement l'évolution de la législation égyptienne en matière de création de journaux. Dans un troisième temps, il conviendra surtout de revenir sur les principales expériences journalistiques privées durant la période

qui s'étale de 1995 à la révolution du 25 janvier 2011 : *al-Dustûr* (1995-1998, puis 2005-2010), *al-Massry al-Youm* (2004) et *al-Badîl* (2007-2009). En élargissant l'analyse aux chaînes satellitaires privées, on voudrait insister aussi dans l'histoire de ces structures sur certains éléments qui ont contribué à la définition des caractéristiques de ce lieu de production, ainsi que les transformations, toujours à l'œuvre, de la profession de journaliste et de ses rapports à la société et au régime. Le choix d'intégrer à l'analyse l'émergence des premières chaînes satellitaires privées s'explique aussi par la forte complémentarité en Égypte entre ces deux types de médias, ou ce que Sarah Ben Néfissa (2014) appelle « le binôme presse privée-télévision satellitaire ». En effet, le développement des chaînes de télévision privées à partir de 2001 n'a pas conduit à un affaiblissement de la presse écrite, du fait notamment de la centralité de cette dernière dans la production de l'information et du prestige dont elle jouit au sein du milieu journalistique et intellectuel égyptien. De la même manière, les émissions et notamment les *talk-shows* des chaînes satellitaires privées, dont beaucoup sont animées par des figures de la presse écrite, ont offert une forte visibilité aux publications des journaux privés qui constituent jusqu'à aujourd'hui la matière première sur laquelle travaillent les journalistes de la télévision.

## Une situation historique nouvelle

La notion de « lieu de production » est empruntée à Michel de Certeau. Dans le cadre d'une réflexion épistémologique sur la production du savoir historiographique, elle renvoie à l'ancrage de la recherche scientifique dans la réalité socio-historique et culturelle de sa production. L'œuvre historienne, c'est-à-dire celle « qui peut être située dans un ensemble opératoire » (Certeau, 1975 : 73) est moins l'effet d'options subjectives de chercheurs que le « résultat et le symptôme » d'une « institution de savoir », complexe de fabrication qui articule un type de discours au « corps social ». La naissance des disciplines ou des écoles de pensée, l'évolution des approches ou des problématiques de recherche, répondent non seulement à une logique de « groupe » qui fonctionne en laboratoire (type de financement et de recrutement psychosocial, style d'organisation du travail, système de hiérarchisation, caractéristiques d'une clientèle, etc.), mais aussi à l'inscription de l'énonciation dans une *situation* historique particulière qui conditionne les orientations et les problématiques (im)posées à un moment donné à la recherche. En ce qui concerne l'émergence de cette unité sociale de production journalistique que constitue la presse privée, la situation historique nouvelle est celle d'abord de l'Égypte des années 1990, marquée par une clôture croissante du système de représentation officiel, partisan notamment (Ben Néfissa, 1996). La fermeture du système de représentation mis en place dans les décennies 1970/1980, a pour corollaire dans la société une désaffection et un *exit* généralisé des canaux historiques d'expression des demandes politiques et sociales, que sont la presse d'État, les partis autorisés par le régime et les syndicats. L'Égypte

des années 1990, c'est aussi une période où une grande partie de la société, celle que l'écrivain égyptien Bilal Fadl (2009) appelle « les premiers habitants de l'Égypte », accentue son « émigration spirituelle » (Certeau, 1974) loin de toute forme de représentation ou de participation officielle. D'ailleurs, l'apport majeur de cette nouvelle presse est d'avoir entrepris de traduire ou d'exprimer par le journalisme les formes que va prendre ce mouvement migratoire de la population. L'introduction du dialecte égyptien dans l'écriture journalistique, l'utilisation de la satire et de l'ironie populaires, ainsi que l'attention de ces journaux aux groupes sociaux les plus marginalisés s'inscrivent dans cette perspective.

Sur le plan politique, la désaffection de l'« officiel » et l'« émigration spirituelle » se traduisent par un repositionnement de l'opposition égyptienne vers la presse écrite, le travail associatif, la justice, les organisations des droits de l'homme, les centres de recherche, et bien sûr vers le mouvement social. Les années 2000 témoignent d'un véritable cycle de mobilisations politiques et sociales. Outre la diversité des catégories sociales et des motifs de revendication, les protestations collectives avaient touché tous les gouvernorats d'Égypte. À la fin des années 2000, une Égypte anti-régime avait déjà sa propre presse, ses journalistes, ses syndicats indépendants (Al-Azbaoui, 2011), ses mouvements sociaux, ses juges (Bernard-Maugiron, 2007), ses avocats, ses lieux de rassemblement, ses maisons d'édition et une littérature propre. Cette Égypte résistante avait même son propre territoire, un espace urbain central, historique, où sont condensés la plupart des centres de commandement qu'est *Le Caire khédivial*, fondé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et situé sur la rive est du Nil, espace plus connu en Égypte par *Down-Town* ou *Wasat al-balad* (le centre-ville) (El Kadi, 2012). Par une singulière « coïncidence » de l'histoire, quasiment tous les grands acteurs et espaces de production de la révolution égyptienne se trouvent réunis dans ce *Caire khédivial* qui a pour point central la place Tahrir. Les partis politiques, les grands journaux, les sièges des syndicats, les centres de droits de l'homme, les cafés du centre-ville (ceux notamment qui jouxtent la bourse du Caire), les nouveaux lieux culturels comme « *Town House* » (Monqid, 2011), se trouvent réunis autour de quatre ou cinq grands boulevards. À la veille du 25 janvier 2011, cet espace urbain, théâtre principal des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, est quasiment tout acquis à la cause révolutionnaire. La presse privée égyptienne est née dans ce Caire subversif, et l'action des fondateurs sera de l'inscrire dès le départ au mouvement de ces différents acteurs. L'importance de cette dimension spatiale dans la production de l'information transparaît essentiellement ici à travers deux questions intimement liées : celle des réseaux de sociabilité des journalistes de la presse privée et la problématique des sources d'information.

Un système de représentation parallèle ou alternative se met donc en place face à un régime politique qui – lui aussi – se réorganise à sa manière, à travers notamment l'accélération du processus de passation du pouvoir au fils du président, Gamal Moubarak, et tout ce que cela va impliquer sur le plan politique et économique, ainsi que les réorganisations qui vont toucher la coalition dirigeante. La rupture

introduite par la presse privée indique, d'une part, une place particulière dans un mouvement de réorganisation globale de la société ; et d'autre part, l'instauration d'une nouvelle pratique journalistique indissociable d'un lieu de production qui la surdétermine en tant que relation au « corps social ».

L'émergence de la presse privée égyptienne résulte aussi de l'association entre des hommes d'affaires, pour la plupart étrangers au milieu médiatique, et une génération de journalistes égyptiens, celle de fondateurs, porteuse de conceptions journalistiques novatrices mais incapables de s'épanouir dans le cadre professionnel de la presse d'État dont la gestion s'apparente à celle des administrations publiques. Les différents témoignages réunis sur les conditions de travail au sein de ces structures, qu'il s'agisse d'entretiens, d'archives journalistiques, de textes littéraires (Eissa, 1993b), de mémoires de journalistes (Hamamou, 2012), insistent notamment sur le poids de l'ingérence du pouvoir politique et des appareils sécuritaires dans le fonctionnement et le choix des dirigeants des journaux étatiques. La forte connivence entre l'élite gouvernante et les directeurs de la presse « nationale », dont beaucoup furent aussi membre du PND<sup>1</sup>, le monopole des espaces de rédaction par les journalistes proches du pouvoir, le rôle de la « Sûreté de l'État » (*amn al-dawlat*) dans l'accès aux postes à responsabilité, ainsi que la forte bureaucratisation due au gonflement constant des effectifs, semblent être les principales raisons qui vont pousser toute une génération de journalistes égyptiens à tenter l'aventure de la presse privée.

## Des origines politiques et juridiques

L'Égypte a connu par le passé, avant la « révolution » de 1952, une vie journalistique florissante et fort diversifiée. En septembre 1951, Le Caire comptait ainsi un total de 321 publications en langue arabe, dont 21 quotidiens, 122 journaux et revues hebdomadaires, 132 revues mensuelles et 46 autres périodiques (Saleh, 1995). La plupart de ces publications étaient au départ des propriétés individuelles ou familiales. Toutes les grandes institutions journalistiques aujourd'hui « propriété privée » de l'État, excepté *al-Gomhouriyyat*, créée par les « officiers libres » le 7 décembre 1953, furent fondées par des particuliers. La propriété individuelle ou familiale de journaux, garantie par la constitution de 1923 et la « loi sur les publications » de 1936, étant la forme dominante des modes de propriété des publications dans l'Égypte d'avant 1952 (*ibid.*). C'est l'article 209 de la constitution de 1971<sup>2</sup>, ainsi que loi n° 148 de 1980 sur « le pouvoir de la presse », qui vont restreindre pour la première fois le droit de créer des journaux à l'État, représenté par le conseil consultatif, aux partis politiques et aux personnes morales, publiques et privées.

<sup>1</sup> Le Parti national démocratique (PND) est au pouvoir au temps de H. Moubarak.

<sup>2</sup> L'article 209 est en fait ajouté à la constitution de 1971 le 30 avril 1980.

Pour certains juristes égyptiens, la loi n° 148 de 1980 sur « le pouvoir de la presse » avait deux objectifs principaux, intimement liés. Il fallait tout d'abord trouver une formule ou solution juridique pour maintenir les grandes institutions journalistiques sous la coupe de l'État, après le démantèlement de l'Union socialiste arabe et le retour au « multipartisme ». La création du conseil consultatif en 1980, qui n'a en matière législative qu'un pouvoir de consultation, répondait apparemment à ce besoin. En second lieu, imposer une lecture restrictive à l'article 47 de la constitution de 1971 qui permet à de simples particuliers de créer des journaux : « La liberté d'opinion est garantie, toute personne a le droit d'exprimer son opinion et de le propager par la parole, par écrit, par l'image ou par tout autre moyen d'expression dans les limites de la loi ».

Un des principaux arguments mis en avant par la commission chargée de rédiger le texte législatif contre la propriété individuelle de journaux, était la crainte de l'investissement du grand capital dans la presse (*ibid.*). Or, compte tenu de la somme d'argent exigée à l'époque aux personnes morales, uniquement sous forme de coopératives et de sociétés anonymes, il était évident que seules des personnes fortunées pouvaient se permettre de se lancer dans la création d'un journal. La loi n° 148 de 1980 relative au « pouvoir de la presse », exige en effet aux personnes morales que le capital de la société soit détenu par des Égyptiens et s'élever au montant minimum de 250 000 livres égyptiennes pour les quotidiens, et 100 000 pour les hebdomadaires. Par ailleurs, la part de chaque actionnaire ne doit pas dépasser les 500 livres pour les quotidiens, et 200 livres pour les hebdomadaires, c'est-à-dire que le nombre d'actionnaires requis pour la création d'un quotidien s'élève à 500 personnes, et 200 pour les hebdomadaires. La nouveauté de la loi 96 de 1996 relative à l'organisation de la presse se situe à ce niveau : même si l'amendement législatif a augmenté le montant du capital nécessaire à un million de livres égyptiennes<sup>3</sup>, pour les quotidiens, il a aussi élevé la part minimale des actionnaires requis à 10 %, réduisant ainsi le nombre d'actionnaires (article 52).

Une fois l'entreprise de presse constituée, il faut encore obtenir une licence. L'article 14 de la loi de 1980 relatif au « pouvoir de la presse », prévoit qu'une « notification » écrite doit être présentée au Haut Conseil de la presse (HCP). Contrairement à la loi de 1936 sur les publications qui avait restreint le rôle de l'administration à la vérification de l'exactitude des données présentées dans la notification, la loi de 1980 n'a précisé aucun critère pour l'accord ou le refus du HCP. Ce qui veut dire qu'il s'agit bien de l'obtention d'une « licence » de publication et non pas seulement, comme c'est écrit dans l'article 14, d'une simple « notification ». Quant à la composition du HCP, créé en 1975 et confirmé par l'amendement constitutionnel de 1980, tout laisse à penser qu'il s'agit bien d'un organe administratif de censure et de contrôle politique. La domination dans sa composition de personnalités proches ou désignées par le pouvoir, laisse peu de doute sur l'emprise du régime de Hosni Moubarak sur les décisions du Conseil

<sup>3</sup> Un million de livres égyptiennes équivaut à peu près aujourd'hui à 60 000 euros. La livre égyptienne a subi une lourde dévaluation puisqu'en 1996 un euro équivalait à 6 ou 7 livre contre 17 livres en 2017.

relatives à la délivrance ou non de licences de publication, surtout si les demandes proviennent de personnalités critiques vis-à-vis du régime. De 1981 à 2004, date de fondation du quotidien *al-Massry al-Youm*, le HCP n'a délivré que très peu de licences de publication pour des journaux d'information privés<sup>4</sup> (Chouman, 2007).

Le retour à une forme limitée de multipartisme vers la fin des années 1970 aurait pu constituer une brèche légale pour l'investissement du capital privé dans la presse. L'article 15 de la loi n° 40 de 1977 sur les partis politiques et ses divers amendements, autorise en effet les partis légaux, c'est-à-dire ceux ayant obtenu l'aval de la « commission des partis politiques », de fonder un ou plusieurs journaux sans avoir à passer par le HCP. De la fin des années 1970 jusqu'au milieu des années 2000, plus d'une trentaine de journaux et revues ont été ainsi créés par des partis politiques, représentant 10 % du total des publications journalistiques égyptiennes (Mennissi, 2007). Mais, outre la censure, les caractéristiques du système partisan en Égypte interdisent en fait toute initiative de ce genre. En effet, l'offre journalistique des partis de l'opposition fut lourdement conditionnée par l'autoritarisme du régime de Hosni Moubarak qui exerce alors une étroite surveillance sur les activités des partis à travers la « commission des partis politiques ». Cette commission dont la majorité des membres appartenaient au parti au pouvoir, est créée par la loi n° 40 de 1977 sur « les affaires partisans ». Sa mission principale est de statuer sur les demandes de création des partis politiques ainsi que des éventuels conflits internes, suivant des principes et des conditions contenues dans ladite loi. En cas de suspension des activités du parti ou le manquement à une des conditions exigées, la commission des partis politiques est aussi autorisée à fermer l'organe du parti. Pour Ahmad Mennissi (2007), chercheur au Centre des études politiques et stratégiques d'al-Ahram, cette situation est la principale raison de l'échec relatif de la presse partisane en Égypte. D'une part, afin de garder le contrôle sur les publications des partis de l'opposition, le régime est parvenu à travers la loi de 1977 à lier le sort de cette presse à celui des partis politiques. De nombreuses publications ont été ainsi obligées de fermer avec le gel des activités du parti par la commission des affaires partisans. C'est entre autres cas, celui du journal *al-Sha'b* (*Le Peuple*, du parti du Travail, 1978-2000), une des principales expériences journalistiques partisans dans les années 1990 ; l'hebdomadaire *Jeune Égypte* (du parti Jeune Égypte, 1990-1993) ; *Le Monde de la démocratie* (du parti Le Peuple démocratique, 1992-1999) ; *al-Kharar* (*La Décision*, du parti al-Wifâk al-Kawmî 2000-2002). D'autre part, les contraintes politiques, juridiques et policières imposées sur le travail partisan tendent à réduire le champ d'action des partis de l'opposition au seul périmètre du journal, unique voie par laquelle ces derniers s'adressent à l'État et à la société. Le contrôle du journal devenant alors l'objet principal des luttes internes, souvent féroces, pour « la définition légitime du parti et pour le droit de parler au nom de l'entité et de la marque collective » (Offerlé, 1987 : 15).

<sup>4</sup> Il s'agit du journal *al-Maydan* (1995, date de l'obtention de l'autorisation du HCP), *al-Nabaa al-watany* (1996), *al-Osbu'* (1997), et *Sawt al-Umma* (1997).



Face à la sévérité de la réglementation en matière de création des journaux et les contraintes politiques et policières qui pèsent sur le travail partisan, les Égyptiens désireux d'investir dans un journal se tournent vers les États-Unis et les capitales européennes, Londres et Paris notamment, pour obtenir des licences de publication de journaux destinés au marché égyptien. Toutefois c'est surtout à Chypre que s'adressent la plupart des investisseurs, du fait de la proximité géographique avec l'Égypte et d'une fiscalité avantageuse concernant les ressources publicitaires. Le phénomène de la « presse chypriote » se développe au début des années 1990 et connaît un formidable essor à partir de 1997 pour atteindre un nombre important de titres (tous les titres possèdent une licence chypriote, mais sont imprimés en Égypte, voir le journal *al-Sharq al-Awsat*, 12/06/2001). La simplicité et la rapidité de la procédure de publication constituent aussi des éléments déterminants dans la multiplication prolifique du nombre de ces journaux (Kassem, 2005 : 353-359). Mais devant les pressions de l'État égyptien, qui était selon toute vraisemblance dépassé par l'expansion du nombre de ces journaux et les techniques toujours plus astucieuses de contournement de la censure du bureau des publications étrangères, les autorités chypriotes durcissent les conditions d'obtention des licences (*Al-Ahram*, 17/07/2001).

À notre connaissance, il n'existe aucune étude ou rapport établissant l'identité ou les caractéristiques des fondateurs de ces journaux, mais beaucoup furent des journalistes, des éditeurs ou des avocats (*ibid.*). Quant à la nature de ces imprimés, il s'agit pour la plupart de revues spécialisées (économie, santé, sport, etc.) (*ibid.*). Une expérience d'investissement dans la presse écrite à partir d'une licence chypriote préfigure l'avènement de la presse privée en Égypte : le journal *al-Dustûr* (*La Constitution*).

## La fortune du privé

Il y a dans l'histoire de la presse écrite égyptienne un avant et un après *al-Dustûr*. Ce journal privé, fondé au milieu des années 1990 (le premier exemplaire sort le 13/12/1995) par l'éditeur Issam Ismaïl Fahmy, et un jeune rédacteur de la revue étatique *Rose al-Youssef*, Ibrahim Eissa, marque une césure avec les productions journalistiques dominantes de l'époque et annonce une profonde mutation des médias égyptiens. Publié avec une licence chypriote, afin de contourner les restrictions imposées à la création des périodiques en Égypte, il est le premier journal d'information politique indépendant de l'État et des partis politiques depuis les années 1950. Formé pourtant par des journalistes de la presse d'État, le journal va constituer un choc à la fois journalistique, intellectuel et politique (El-Khawaga, 2000). Son principal financeur, Issam Ismaïl Fahmy, fait partie d'une catégorie d'hommes d'affaires dont l'activité principale est centrée sur la production culturelle. « Fin connaisseur de la presse

et lecteur professionnel des journaux », témoigne Ibrahim Eissa<sup>5</sup>. Il fonde au milieu des années 1980 une société de production musicale appelée Sound of America, dont le principal succès est d'avoir fait découvrir le célèbre chanteur égyptien Munir. Mais c'est surtout son association en 1995 avec Ibrahim Eissa, alors à peine âgé de 30 ans, à travers le journal *al-Dustûr*, qui va faire la notoriété de l'éditeur<sup>6</sup>. Ce dernier est alors le chef de file de ce qu'on désigne comme « la promotion dorée de la presse écrite égyptienne », diplômée en journalisme à la fin des années 1980 (université du Caire), et qui forme aujourd'hui l'élite médiatique égyptienne. Ibrahim Eissa intègre la revue hebdomadaire *Rose al-Youssef* dès sa première année d'étude de journalisme, au milieu des années 1980. La revue, fondée en 1925 par l'actrice libanaise Fatma al-Youssef, ne connaît pas à l'époque un sort différent des autres structures journalistiques « nationalisées » en 1960. L'ingérence du pouvoir politique et des appareils sécuritaires dans le fonctionnement et le choix des dirigeants, entre autres facteurs, ont conduit à la dégradation des conditions et des rapports de travail au sein de la revue et à une importante chute d'audience. Mais *Rose al-Youssef*, qui se targue d'avoir réuni par le passé la plupart des grandes figures de la presse et de la littérature égyptienne, attire encore dans les années 1980 les jeunes étudiants ou diplômés en journalisme. Spécialisé au départ dans la critique d'art, le théâtre et la littérature notamment, ce qu'on appelle communément en Égypte « l'école journalistique de *Rose al-Youssef* », renvoie essentiellement et historiquement au privilège donné par la revue à l'expression artistique et littéraire dans le traitement de l'actualité générale et les sujets de société, la recherche du style dans l'écriture journalistique et une utilisation importante de la photographie et de la caricature. L'hebdomadaire glisse vers la politique dès la fin des années 1920, et une grande partie de sa légende est construite sur ses combats durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour l'indépendance de l'Égypte, la démocratisation de la vie politique et la liberté d'expression. Mais comme l'indique l'historien Ibrahim Abdo (1961), les problématiques liées au développement des arts et la culture dans la société, voire la libéralisation des mœurs, sont restées durablement la préoccupation centrale de la revue. Le roman d'apprentissage d'Ibrahim Eissa (1993b), *Mariam la dernière apparition*, portant sur ses débuts dans le journalisme, témoigne de la période de déclin du journal *Rose al-Youssef*. Le roman raconte les désillusions d'un jeune étudiant venu de la province à la capitale pour faire carrière face à la « perversité » et au « cynisme » du milieu journalistique de la revue, un monde qu'il décrit comme étant sans morale ni valeurs, symbolisé par la banalisation au sein de la rédaction de la pratique du journaliste/informateur pour le compte de la police politique (*Amn al-dawlat*). Désillusions aussi du jeune rédacteur face à l'impossibilité de développer un journalisme critique de la situation politique et sociale du pays, freiné par les censures et l'opportunisme d'une direction qu'il juge sans talent, mais imposée et toujours soutenue par le pouvoir politique. Dans *Mariam la dernière apparition*

<sup>5</sup> Accès : <http://www.e3lam.org/2015/01/17/13479>.

<sup>6</sup> Voir ici un très important témoignage de B. Fadl (2016) sur cette première expérience du *Dustûr* et aussi sur le développement de l'influence politique de l'éditeur I. I. Fahmy avec le succès que va connaître le journal.

la question de la mission de la presse et son implication dans la construction du mensonge collectif, du légendaire et de l'imposture dans une société gouvernée par le despotisme est en vérité le cœur du sujet. En effet, le roman intervient après une série d'articles, enquêtes et travaux publiés par Ibrahim Eissa entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 sur le phénomène de la starisation des prédicateurs et leurs rôles dans la radicalisation religieuse en Égypte. Les thèses principales de ces travaux sont réunies dans un livre intitulé : *La Guerre avec le voile intégral. Sur le phénomène du voile des actrices et l'Islam saoudien en Égypte* (Eissa, 1993a). Dans le contexte général de la montée des attaques djihadistes en Égypte, l'auteur étudie les origines sociologiques, politiques et idéelles du terrorisme. Pour Ibrahim Eissa le combat contre la radicalisation religieuse ne peut se limiter à sa seule manifestation violente. Le développement en Égypte des « mouvements djihadistes » plonge ses racines dans un « terrorisme intellectuel ou jurisprudentiel » (Eissa, 1993a : 9) exercé par une nouvelle catégorie de prêcheurs « télémediatisés » et populaires qui monopolisent le discours sur la religion. Le journaliste insiste à ce titre sur la « sainteté » et la « sacralité » d'un nouveau genre qu'ont acquis des prédicateurs au talent oratoire comme Mohamad al-Shaaraoui et Omar Abd al-Kafi grâce à la télévision, rendant leurs prêches et leurs discours impossibles à la critique et au débat. Le succès médiatique de ces prédicateurs en Égypte a été aussi facilité par les voyages religieux et l'émigration massive des Égyptiens durant les années 1970/80 vers l'Arabie saoudite, et dont la plupart sont revenus profondément imprégnés par le « wahhabisme ». À un islam « égyptien », « modéré », « pluriel » et « ouvert » s'est substituée progressivement dans la société une conception de la religion musulmane que l'auteur qualifie de « saoudienne », « fermée », « radicale » et « superficielle ». Dans le texte, les adjectifs qui cherchent à rappeler le caractère local ou géopolitique du wahhabisme contre ses prétentions d'universalité sont nombreux : « islam bédouin », « jurisprudence du désert », « Islam pétrolier », « Islam des apparences ». Pour Ibrahim Eissa, la conquête de l'image médiatique de certains prédicateurs comme Mohamad al-Shaaraoui fait partie d'une offensive politique globale dirigée et financée par l'Arabie saoudite pour mettre fin au leadership égyptien en matière de production artistique et médiatique. D'où la focalisation constante de ces prédicateurs sur la femme (travail, scolarisation, présence dans l'espace public, tenue vestimentaire, etc.) et l'univers des arts, car il s'agit avant tout, selon l'auteur, d'étouffer toute sensibilité ou expression artistique dans la société égyptienne.

Le projet éditorial de l'hebdomadaire *al-Dustûr* des années 1990 représente, en partie, le prolongement des réflexions et des écrits d'Ibrahim Eissa durant son passage à la revue *Rose al-Youssef*. Il s'agit de proposer une contre-offensive intellectuelle et médiatique au projet politique et sociétal de l'Arabie saoudite, dans le but de ramener la société égyptienne à elle-même. Ce qui explique l'attention particulière du journal à des thématiques relevant de l'histoire politique et religieuse, la place de la femme dans la société, le développement des arts en Égypte et la collaboration avec des figures importantes de la littérature égyptienne. Pour constituer l'équipe de rédaction du *Dustûr*, Ibrahim Eissa s'adresse essentiellement

à d'anciens collègues de la presse nationale, à des caricaturistes et une dizaine de chroniqueurs parmi les poètes, romanciers, et scénaristes, dont le célèbre scénariste Oussama Anouar Okacha. Mais Ibrahim Eissa recrute aussi et surtout un jeune stagiaire de *Rose al-Youssef*, Bilal Fadl, qui prend rapidement la tête du secrétariat de rédaction et est chargé, entre autres fonctions, de la réécriture des articles soumis à la publication. Bilal Fadl est plus connu aujourd'hui pour ses talents de nouvelliste et de scénariste que pour son passé de rédacteur. Sa carrière dans la presse prend fin des années après la fermeture du *Dustûr* en 1998. Il enchaîne par la suite quelques expériences très éphémères – notamment au journal *al-Gîl* (*La Génération*) en 1999 et *al-Khahira* (*Le Caire*) en 2004 – avant de quitter définitivement la profession, incapable de retrouver les conditions de travail du *Dustûr*. Même lorsqu'en 2005 la publication du journal reprend, il n'y participe plus que comme collaborateur et n'y tient aucune responsabilité directive. Cependant, en dépit de la brièveté de son parcours de journaliste, on retrouve dans ses travaux – dont la plupart furent d'abord publiés dans les journaux privés – quelques-unes des préoccupations centrales de cette presse naissante : la démocratie, la dignité humaine, la misère, la justice sociale, l'homme « ordinaire » et l'écart qui le sépare de toutes les formes de représentation imposées, qu'elles soient politiques, sociales ou médiatiques, et sa solitude face à un environnement profondément écrasant (Fadl, 2009, 2010, 2011a). Ses écrits sur les populations pauvres, dont il est issu, renferment une dénonciation cinglante du régime égyptien à qui il attribue la responsabilité première de tous les malheurs de la société. *Les Premiers Habitants de l'Égypte*, recueil de nouvelles où s'entremêlent arabe littéraire et dialecte égyptien et qui dépeint le déchirement du tissu culturel égyptien sous Hosni Moubarak, s'achève d'ailleurs par une action collective, par la description d'une étincelle : « Les péripéties d'un soulèvement populaire à *Masr El-Jadida* qui n'a pu aboutir » (Fadl, 2009 : 295-307).

Durant cette première expérience des années 1990, marquée notamment par les préoccupations d'Ibrahim Eissa face aux « dégâts culturels » liés au développement de l'idéologie islamiste dans de la société égyptienne, le journal *al-Dustûr* a manifestement moins pour ambition d'informer que d'« éclairer ». Il se donne pour projet médiatique, comme on peut lire dans la livraison de lancement :

« [La] purification de l'espace politique et culturel égyptien de l'obscurantisme qui pousse le citoyen vers les ténèbres, vers la fin. Les participants promettent la lutte contre l'extrémisme qui n'est pas seulement armée, mais aussi un extrémisme doctrinal qu'exercent des fois des institutions officielles ou gouvernementales, et des hommes de religion presque tout le temps » (*Al-Dustûr*, 13/12/1995).

*Al-Dustûr* surprend alors par la nature des sujets débattus (sexualité, religion, institution présidentielle, répression policière, problématique copte, autant de thématiques fortement censurées à l'époque), mais surtout par sa façon d'écrire et les techniques de mises en page qui tranchent avec les formats classiques de production journalistique. Son langage mêle satire, ironie, et mélange délibérément arabe littéraire et dialecte égyptien. Souvent accompagnés de caricatures, ses textes visent à désacraliser en ridiculisant. *Al-Dustûr* critique ou dénonce une injustice par le réemploi d'un langage populaire satirique : « Ils ont tapé dans les aides

(américaines) », titre Bilal Fadl dans une enquête sur une affaire de corruption (*Al-Dustûr*, « Ils ont tapé dans les aides (américaines) », 28/02/1996). Sous la direction d'Ibrahim Eissa et Bilal Fadl, l'apport principal du journal fut certainement d'avoir fourni une expression médiatique à la désaffection silencieuse de la société à l'égard d'« autorités » devenues profondément déphasées. La formule journalistique inventée par les fondateurs du *Dustûr* et permise par un nouveau type de financement et de gestion, fonde brusquement « un langage sensé », crédible, signifiant, entre un discours médiatique et les catégories sociales destinées à le recevoir : « Quand on ouvrait un journal de l'État, *al-Ahram* ou autre, on n'y comprenait rien, ils racontaient des histoires (*hawadiths*) ! Pourquoi, parce qu'ils étaient concentrés sur une seule chose : Hosni Moubarak », témoigne Mahmoud Afifi, ancien porte-parole du mouvement « Les jeunes de 6 avril »<sup>7</sup>. Le succès du *Dustûr*, à la fois journalistique et politique, indique déjà que quelque chose avait changé en Égypte, et explique aussi les différentes formes de censure qui ont marqué l'expérience du *Dustûr* (El-Khawaga, 2000), puis finalement son retrait des marchés par le régime après deux ans et quelques mois d'existence.

Au début des années 2000, l'État égyptien abandonne, en partie, son monopole sur la production télévisuelle et octroie des licences de création de chaînes de télévision satellitaires à deux hommes d'affaires proches du régime, deux symboles de ce qu'on appelle le « capitalisme des copains » (Gobe, 2005), issus de la politique économique de l'« ouverture » lancée par le président Anouar Sadate durant les années 1970 et poursuivie par Hosni Moubarak. Le secteur médiatique constituant un des derniers volets du processus de libéralisation partielle de certains segments stratégiques de l'économie égyptienne. Et comme pour les autres secteurs d'activité, les licences furent octroyées à des hommes d'affaires très proches des hautes instances dirigeantes et/ou possédant le capital social et le réseau bureaucratique nécessaire pour obtenir l'aval du régime. Il s'agit des hommes d'affaires Ahmed Bahgat, fondateur du groupe médiatique DreamTV, et Hassan Rateb, fondateur de la chaîne de télévision al-Mehwar. Tous deux ont construit leurs fortunes sous l'œil et la protection du régime. Cette libéralisation relative du secteur s'inscrivait dans le cadre d'un processus global de modernisation de l'industrie audiovisuelle égyptienne (El-Khawaga, 2002), processus qui comprend notamment la création de la première chaîne satellitaire ESCI en 1991, et le lancement à la fin des années 1990 des satellites de communication Nilesat. Pour le régime de Hosni Moubarak, la démonopolisation de la télévision avait pour objectif, premier et direct, de faire passer les mêmes messages politiques des chaînes publiques mais avec des moyens et des techniques plus attractives, plus modernes, afin d'attirer des publics qui désertent de plus en plus les chaînes de télévision nationales au profit des stations régionales (Guaaybess, 2005). Mais, comme pour le journal *al-Dustûr*, l'association du secteur privé et des journalistes de la presse ou la télévision d'État bouleverse les méthodes et l'offre médiatique classique, conduisant à l'instauration d'un journalisme plus en phase avec les transformations profondes que connaissait la société égyptienne. Le succès médiatique et commercial de ces

<sup>7</sup> Entretien avec M. Afifi, Le Caire, 2014.

chaînes de télévision, concomitant à l'affaiblissement du régime et à la montée de la contestation politique et sociale, bouleverse aussi la nature des rapports qui se sont établis entre certains hommes d'affaires qui ont investi dans les médias et le régime de Moubarak. Le cas d'Ahmed Bahgat est à ce titre exemplaire. Ce dernier est titulaire d'un diplôme d'ingénieur au début des années 1980 obtenu de l'université du Caire, avant de partir aux États-Unis pour terminer ses études, à l'institut Georgia Tech à Atlanta. C'est durant son séjour aux États-Unis qu'il fait apparemment la rencontre de Hosni Moubarak qui lui demande alors de revenir travailler en Égypte<sup>8</sup>. Au retour, il fonde une société d'assemblage d'appareils électroménagers. Grâce à ses rapports privilégiés avec l'administration et le pouvoir politique, le groupe Bahgat est dans les années 1990 le principal producteur de téléviseur en Égypte (Gobe, 2005). En 2001, il fonde les premières chaînes satellitaires privées, Dream TV 1 et 2, et confie la direction du groupe à une ancienne journaliste de la télévision publique et de la presse magazine, Hala Sarhane, personnage central dans l'histoire médiatique arabe, aujourd'hui à la tête du puissant groupe de production et de distribution audiovisuelle Rotana. Dream TV se démarque rapidement des chaînes du secteur public par l'originalité et la diversité des programmes proposés. Les émissions et *talk-shows* qui se focalisent sur des problématiques accrocheuses et censurables, les moyens techniques mobilisés par les producteurs, le style souvent inquisiteur, agressif et libéré des animateurs, notamment Hala Sarhane, tranchent avec ceux des chaînes nationales et présentent toutes les apparences de « modernité » et d'« indépendance ». Significativement, c'est durant cette période que les rapports d'Ahmed Bahgat avec le régime se détériorent, notamment après la rediffusion d'une conférence du journaliste Mohammad Hassanayn Haykal à l'université américaine du Caire, au cours de laquelle il prédit la chute du régime (*ibid.*). Ahmed Bahgat déclarera par la suite que tous les problèmes qu'il eut avec le régime et la justice égyptienne étaient dus aux émissions politiques et sociales de la chaîne Dream TV, qui connaît au milieu des années 2000 un très grand succès (*ibid.*).

« Tous ces hommes d'affaires qui ont investi dans les chaînes de télévision satellitaires furent proches du régime de Moubarak. Le but était d'ouvrir le secteur des médias aux investissements privés, et l'occasion fut donnée aux hommes d'affaires qui étaient proches du régime. L'investissement dans les chaînes de télévision était à l'époque très rentable. Dream TV a immédiatement réussi car c'était une marchandise rare sur le marché, sans concurrence. Les annonceurs découvraient une chaîne avec une « belle gueule » et sur laquelle on dépensait de l'argent, ils ont donc aussitôt abandonné les chaînes publiques. Et même quand al-Mehwar fit son apparition, la concurrence entre les deux était très limitée. Quand la chaîne al-Hayat est apparue, elles ont certes perdu de leur éclat, et la chaîne ONTV, fondée par le milliardaire Naguib Sawiris vers la fin des années 2000, n'a pas eu droit au même succès. [...] Ces chaînes de télévision ont aussi cherché à gagner les faveurs du public en collant à l'actualité de l'époque, et l'actualité de l'époque c'était la montée des protestations collectives, ils vont même chercher à les accentuer, afin d'apparaître comme des héros. Certains étaient sincères, certes, d'autres ne faisaient que suivre la vague. Tous ces facteurs vont se combiner pour faire réussir l'expérience des chaînes privées jusqu'à devenir aujourd'hui un acteur politique fondamental, même si elles perdent de l'argent, elles restent très influentes et leur existence est un fait accompli<sup>9</sup> ».

<sup>8</sup> Entretien d'A. Bahgat avec l'animateur A. El-Leithy sur la chaîne de télévision al-Hayat, 2014.

<sup>9</sup> Entretien avec M. Saïd Mahfouz, ancien présentateur et fondateur de l'émission *Kalam el nass* sur la chaîne satellitaire CBC extra, professeur à l'université du Caire et président de l'Institut régional

Le quotidien d'information politique et général, *al-Massry al-Youm*, est né en 2004 avec une licence de publication égyptienne, c'est-à-dire en ayant obtenu l'aval du HCP. Le principal investisseur est l'homme d'affaires Salah Diab, président du conseil de direction de la compagnie Pico, groupe d'entreprises qui englobe une série d'activités dont les principales sont la pâtisserie, le pétrole et l'agriculture. Il est diplômé ingénieur de l'Université Ain Chams, au Caire, où il travaille une année en tant que maître de conférences, avant de se lancer dans les affaires au début des années 1970 en fondant la société de pâtisserie La Poire<sup>10</sup>. L'histoire de l'investissement de Salah Diab dans un journal remonte au début des années 2000, avec l'achat d'une licence de publication d'un journaliste d'*al-Ahram*<sup>11</sup>. Questionné sur les raisons qui l'ont poussé à fonder un journal, Salah Diab évoque une profonde passion pour le monde de la presse, hérité du passé journalistique « glorieux » de son père, et la réalisation d'un rêve familial de refonder un journal et retrouver ainsi les gloires d'antan (*ibid.*). Pour ce faire, Salah Diab fait appel à trois actionnaires principaux, tous des hommes d'affaires : Naguib Onsy Sawiris, l'ancien propriétaire et fondateur de la chaîne de télévision ONTV, Ahmad Bahgat et Akmal Ortam, son propre neveu.

Comme pour ce qui est du journal *al-Dustûr*, la création du *Massry al-Youm* est due d'abord à une rencontre, celle entre Salah Diab et l'éditeur Hicham Kassem qui s'était déjà forgé une certaine réputation dans le milieu journalistique égyptien à travers le *Cairo Times*, un hebdomadaire anglophone publié avec une licence chypriote et destiné essentiellement aux élites du pays. Quelques personnages journalistiques importants font partie alors de l'équipe chargée de faire le journal : Anouar al-Hawary, Magdy al-Gallad, Charles al-Massry, Mahmoud Mossalam, et Mohammad al-Sayyed Saleh, l'actuel rédacteur en chef du *Massry al-Youm*. Tous sont formés et ont travaillé dans les institutions médiatiques étatiques, à *al-Ahram* notamment, ne possèdent aucune affiliation partisane et sont loin d'une quelconque forme d'activisme politique. Ces profils étaient en affinité avec les méthodes de travail et les projets de l'éditeur Hicham Kassem, dont l'ambition première était de remplacer le journal officiel *al-Ahram* comme principale source d'information en Égypte. Engagé par Salah Diab « pour fabriquer un journal populaire »<sup>12</sup> afin de cibler les « masses », Hicham Kassem pose finalement les fondations d'un « journal de prestige »<sup>13</sup>. Séparation rigoureuse entre « information » et « commentaire », soumission aux faits et rigueur de l'écriture sont autant de caractéristiques qui vont assurer le rapide succès du quotidien, en même temps que s'instaure sous sa direction l'institutionnalisation du journal. Grâce à l'établissement d'un puissant réseau de correspondants, *al-Massry al-Youm* élargit son champ de couverture aux autres gouvernorats d'Égypte et se démarque d'une presse généralement très

d'*al-Ahram* pour la presse, Le Caire, 2014.

<sup>10</sup> Entretien de S. Diab avec I. Eissa sur la chaîne satellitaire ONTV, 2015.

<sup>11</sup> Entretien de S. Diab avec la rédaction du *Massry al-Youm*, *al-Massry al-Youm TV*, juin 2013.

<sup>12</sup> Entretien avec H. Kassem, Le Caire, 2013.

<sup>13</sup> Sur la notion de « presse de prestige » voir J.-G. Padoleau (1985).

centrée sur Le Caire. Mais là n'est pas le cœur de la formule journalistique du *Massry al-Youm*. L'attention portée par le quotidien aux problématiques ou groupes sociaux généralement marginalisés par la presse d'État (partis d'opposition, mouvements islamistes, mouvements de protestation, rapports des centres de recherche, etc.) et le privilège accordé aux sources non officielles dans la définition du sens donné aux événements, marquent un renversement des hiérarchies médiatiques en Égypte. Le temps médiatique n'est plus articulé comme avant sur les seules activités du pouvoir politique, mais surtout sur celles des acteurs de la « société civile ». Dans le cadre des exigences d'une parution quotidienne et du monopole des sources institutionnelles par les journalistes de la presse nationale, l'information ou l'actualité sera désormais aussi tributaire de l'action de la « rue » et du réseau d'informations à la disponibilité de jeunes rédacteurs globalement nouveaux dans la profession<sup>14</sup>. Dans cette perspective, la colère de parents d'élèves contre la fermeture d'une école ou la grève des enseignants contre l'adoption d'une loi, ont plus de chance de faire la Une du journal que les déclarations de tel ou tel responsable administratif. Ce système s'appuie aussi dès le départ sur une organisation du travail journalistique par « secteur » ou par « dossier », et où chaque rédacteur s'occupe du traitement d'une problématique dans sa globalité et non pas, comme c'est le cas au sein des journaux du gouvernement, limité à une « couverture de ministères » pour reprendre l'expression de Charles al-Massry, journaliste du quotidien.

Cet éloignement d'un journalisme d'opposition, dominant à l'époque au sein de la presse égyptienne, a eu des effets politiques redoutables pour le régime de Hosni Moubarak. La valorisation du travail d'enquête et la stricte observation des faits permettent au quotidien de gagner en crédibilité et d'accompagner médiatiquement la montée de la contestation en Égypte. *Al-Massry al-Youm* a été ainsi le premier quotidien d'information égyptien, probablement depuis l'arrivée de Hosni Moubarak au pouvoir, à offrir une couverture journalistique à une manifestation politique : celle du mouvement « Kifayat » (Ben Néfissa, 2007), le 4 décembre 2004, lorsqu'une centaine de manifestants réussissent à échapper au quadrillage sécuritaire et marcher quelques mètres jusqu'à la Cour Suprême, en plein centre du Caire, en criant « Non à la réélection de Moubarak et non à la transmission héréditaire du pouvoir ». C'est aussi à *al-Massry al-Youm* que la juge Noha al-Zini s'adresse pour témoigner sur le truchage des élections législatives en 2005 (*Al-Massry al-Youm*, 24/12/2005). Et c'est encore *al-Massry al-Youm* qui consacre sa Une à la grève du complexe de textile et de tissage Ghazl al-Mahalla, dont les mobilisations forment avec celles des fonctionnaires de l'impôt foncier le moteur des protestations salariales des années 2000 (Duboc, 2012), où le 8 décembre 2006 plus de 15 000 ouvriers protestent contre la médiocrité de leurs salaires et les conditions de travail (*Al-Massry al-Youm*, 08/12/2006). La couverture journalistique des mobilisations ouvrières est alors quotidienne, intensive et conjugue articles, dossiers spéciaux, enquêtes et reportages quasi ethnographiques sur les conditions des travailleurs. L'intrusion d'un journal d'information comme *al-Massry al-Youm* dans le processus

<sup>14</sup> Entretien avec C. al-Massry, directeur exécutif du journal *al-Massry al-Youm*, Le Caire, 2013.



protestataire, une première dans l'histoire politique de l'Égypte<sup>15</sup>, a été certainement un élément déterminant dans le déclenchement du cycle de mobilisations sociales que connaît l'Égypte au milieu des années 2000. D'autant plus que la réputation du sérieux du *Massry al-Youm* y compris auprès de ses confrères étrangers, oblige progressivement les responsables politiques à intervenir dans les pages du journal et atteste – *de facto* – de la prise en compte par le régime des revendications des manifestants. Un témoignage de l'éditeur Hicham Kassem sur le projet de création du quotidien *al-Massry al-Youm* résume parfaitement comment dans l'Égypte des années 2000, l'émergence d'un quotidien d'information privé avait reformulé les rôles de la presse écrite dans ses rapports à l'État et à la société.

« Mon idée était de faire un journal purement informationnel, fuir la polarisation qui gouverne la presse égyptienne entre le régime et l'opposition et s'introduire dans une zone complètement vide qui est celle de l'information. Et ce fut très difficile de convaincre les propriétaires et mes collègues d'une telle conception. Le premier rédacteur en chef que j'ai engagé était Anwar al-Hawary. J'avais une très mauvaise relation avec lui. Je constatais qu'il essayait de s'éloigner de l'idée du journal d'information. J'ai trouvé par exemple qu'il avait mis un titre du genre : "La maudite décision d'unification des appels à la prière". Je lui ai dit : non, moi je ne veux pas ton opinion, moi je veux savoir si cette décision va s'appliquer à toutes les mosquées ou non, comment ils vont s'organiser, bref des informations et on laisse au lecteur décider lui-même si c'est cette décision est maudite ou pas. Après 6 mois, il y a eu une grande dispute entre nous sur une question d'annonce publicitaire et qui s'est terminée par sa démission. En même temps, le régime n'était pas content. Souvent Magdy al-Gallad, qui a pris la place d'Anwar al-Hawary, venait me prévenir que la police de l'État était très en colère contre tel ou tel article. Je répondais qu'ici on ne fait pas de politique, on réunit des informations, on les traite, puis on les vend. Tant que l'information est bonne, il n'y a plus de place pour des considérations politiques. Dis-leur de regarder ce que les journaux d'opposition écrivent, on est plus sérieux. Il me répondait que pour eux c'était ça le problème, les gens nous croient. En fait, au regard de mon passé d'opposant politique, de mes combats pour la protection des droits de l'homme, ils pensaient que j'allais amener le journal vers la voie de l'opposition au régime. Ils se sont dit : ce n'est pas grave, il y a beaucoup de journaux d'opposition qui protestent, mais lorsqu'ils ont découvert que c'était un journal d'information, ils étaient surpris. Ils n'ont pas imaginé que j'allais fonder un journal d'information et que les gens puissent nous croire » (Entretien avec l'éditeur Hicham Kassem, Le Caire, 2013).

Après sept années de censure, le journal *al-Dustûr* réapparaît en 2005 par décision de justice et après plusieurs tentatives de publication, sous la direction du même rédacteur en chef, Ibrahim Eissa, et du même propriétaire, Issam Ismail Fahmy (Benaziz, 2015). Pour reconstruire le journal, Ibrahim Eissa s'appuie alors sur une équipe de jeunes caricaturistes, jusqu'alors peu connus et qui forment le noyau dur de la rédaction du *Dustûr*<sup>16</sup>. Le journal se veut d'information politique et générale, mais pour insister sur la dimension satirique et critique dans le traitement de l'actualité, Ibrahim Eissa fait appel aussi à l'écrivain et scénariste Bilal Fadl pour co-animer une page satirique avec le caricaturiste Amrou Slim, page appelée ironiquement « Deux gifles ». Ces pages hebdomadaires (2005-2007) dans lesquelles Bilal Fadl publiait

<sup>15</sup> Entretien avec K. Abass, fondateur et coordinateur du Centre de services pour les syndicats et les ouvriers, Le Caire, 2014.

<sup>16</sup> Il s'agit notamment d'Amrou Slim, Walid Taher, Ahmad Makhlof, Doaa Eladl, Mohammad Khandil, Abdallah Ahmad, Hicham Rahmat et Hany Chams. I. Eissa mobilise aussi le célèbre peintre égyptien Hilmi al-Touni et les dessins politiques de Bahgat Othman, célèbre caricaturiste des années 1970.

certaines de ses écrits sous forme de feuilleton sont réunies en deux livres édités par la maison d'édition Dar Meret : *Deux gifles* (Fadl, 2007) et *L'Oscar de l'hypocrisie* (Fadl, 2011b). Dans ce dernier, il s'amuse à décerner chaque semaine un « oscar » au journaliste à « l'article le plus flatteur » envers Hosni Moubarak – dont la plupart sont des journalistes de la presse d'État, cibles privilégiées des rédacteurs du *Dustûr*. C'est l'âge d'or de la satire politique en Égypte. De 2005 à 2010, *al-Dustûr* assure une couverture intensive et bienveillante des mobilisations contestataires contre le régime de Hosni Moubarak, et conduit au fil des ans un discours politique cohérent, offensif et révolutionnaire. Depuis l'institution présidentielle, le parti au pouvoir, en passant par la presse d'État et les institutions religieuses officielles, les journalistes du *Dustûr* s'attaquent systématiquement aux symboles et aux appareils du régime, souvent réduits à quelques personnages clés et durables que les journalistes du *Dustûr* mobilisent à chaque événement ou situation. Une idée centrale articule alors l'ensemble de l'argumentation de *Dustûr*, c'est que tous les problèmes dont souffre l'Égypte sont dus à la nature despotique du régime et à l'absence de démocratie. Dans cette perspective, la politique éditoriale du journal consistera à mettre en cause en permanence l'organisation autoritaire du pouvoir et la « sacralisation du président ». Quasiment tous les numéros de l'hebdomadaire *al-Dustûr* que nous avons analysé, publiés entre le 30 mars 2005 et le 1<sup>er</sup> août 2007, comportent ainsi des enquêtes qui traitent de Hosni Moubarak et de sa famille : salaire, santé, voyages, fortune, le statut et les prérogatives de l'épouse du président (Susanne Moubarak), le passé politique et militaire de Hosni Moubarak, entre autres. L'objectif premier des journalistes du *Dustûr* n'est pas tant d'informer ou d'apporter des révélations sur la vie du président. En s'attaquant à des sujets habituellement intouchables, il s'agit en fait d'enlever le caractère sacré du pouvoir présidentiel, d'« humaniser Moubarak »<sup>17</sup> afin de rendre ce dernier critiquable et politiquement responsable. La banalisation de ce type de thématiques par le journal *al-Dustûr* vise aussi à produire dans la société un état de choc, d'interrogation et de réflexion sur ce qui semble relever de l'évidence ou de l'allant de soi. Par exemple, c'est le cas d'une enquête sur « les voyages du président » où les journalistes du *Dustûr* s'interrogent sur le budget consacré par l'État pour couvrir les visites officielles de Hosni Moubarak à l'étranger, sur l'utilité de ces déplacements pour le pays et leurs retombées économiques. En l'absence d'informations et de documents officiels sur la question, les auteurs du *Dustûr* supposent des chiffres, interrogent des chercheurs et des juristes, rappellent le nombre élevé de ces voyages et des accompagnateurs du président, opèrent des comparaisons avec les pays démocratiques et s'indignent du peu d'intérêts manifesté par Hosni Moubarak pour les villes égyptiennes (*Al-Dustûr*, « Le président volant », 90, 06/12/2006). Ce type d'enquêtes, outre qu'il attire fortement la curiosité du lecteur, peu habitué à voir ces sujets traités dans les médias égyptiens, vise à dénoncer l'arbitraire du pouvoir et à rappeler la nature élective de la fonction présidentielle et sa soumission au droit. Pour Ibrahim Eissa (2012 : 225-226), dont tous les articles publiés entre 2005 et 2010 portent sur Hosni Moubarak, c'est la force de la répression et des « appareils » médiatiques et politiques au service du régime, avec

<sup>17</sup> Entretien avec I. Eissa au siège du quotidien *al-Tahrîr*, Le Caire, 2013.

la complicité de l'opposition officielle, d'avoir réussi à installer durablement dans la société ce qu'il appelle « un état de crainte et d'hypocrisie générale », consistant à détacher en permanence l'institution présidentielle du débat politique. À travers des enquêtes sur la corruption, la torture dans les prisons, le trucage des élections ou encore le développement des inégalités sociales en Égypte, les journalistes du *Dustûr* cherchent ainsi à dénoncer les conséquences du « gouvernement d'un seul », mais aussi et surtout à replacer l'ex-président au centre du jeu politique.

« Un second point important, est que, dans une société en pleine stagnation, bloquée, l'arrivée du journal *al-Dustûr* fit l'effet d'un électrochoc, dans la mesure où il a cassé tous les tabous, à la manière de : "j'ai vu le roi nu", un président que personne ne pouvait voir, approcher ou lui parler; donc *al-Dustûr* a créé un choc psychosocial qui a permis de rabaisser et de désacraliser Moubarak. Je peux dire que l'une des grandes réussites du journal *al-Dustûr* est qu'il a constitué la première troupe de martyrs pour faire descendre Moubarak de la classe des pharaons à celle des présidents, et c'est ce qui nous a permis alors de se révolter contre lui. Ce qui a brisé cette sacralisation, ce sont bien les articles et les caricatures des journalistes du *Dustûr*. On dessinait la nuque du président !<sup>18</sup> On disait "Moubarak" ! Nous avons parlé de tout ce qui concernait Moubarak sans crainte et avec audace ; nous avons payé le prix certes, mais à la fin nous avons réussi, on a réussi à préparer psychologiquement le citoyen égyptien à s'insurger contre le despote. On a brisé la peur et les craintes. On a fait comme le prophète Ibrahim lorsqu'il a brisé les idoles du temple et a mis la hache entre les mains du grand dieu du temple. Et ceci se produisait parallèlement avec les mobilisations de *Kifayat* et du 6 avril, etc. Tout ceci a donc participé à libérer le peuple égyptien » (Entretien avec Ibrahim Eissa, Le Caire, 2013).

Le travail des caricaturistes ne se limite pas à accompagner les textes écrits du *Dustûr*, mais ils investissent dès les premières livraisons des possibilités graphiques et symboliques qui échappent au texte, jusqu'à formuler des messages plus complexes. C'est le cas notamment des dessins de Walid Taher dont la thématique centrale tourne autour de la « dégénérescence » de « l'homme égyptien ». La plupart de ses travaux marquent, à première vue, un souci de représentation d'une société en profonde dépression. Mais compris dans le cadre révolutionnaire du message politique recherché par *al-Dustûr*, ces dessins ont en vérité un objectif de provocation. Le caricaturiste soulève l'inertie, la soumission résignée et humiliante d'une société qui préfère toujours contenir ses malaises et ses colères au lieu de se révolter contre le régime, à l'origine pourtant de toutes ses souffrances<sup>19</sup>.

Le journal *al-Badl* (*L'Alternative*) émerge sur la scène médiatique égyptienne en juillet 2007. Il est né du développement des mouvements sociaux en Égypte et pour leur soutien<sup>20</sup>. Dans une étude qui insiste sur la dimension « singulière » et « originale » de l'expérience du journal *al-Badl*, Marianna Ghiglia (2015) offre une

<sup>18</sup> La « nuque de Moubarak » est probablement la trouvaille majeure du caricaturiste A. Slim. Son prodigieux succès à l'époque s'explique par sa forte capacité de condensation du discours satirique et son caractère très dynamique qui fait participer le lecteur à la construction de l'ironie. La métaphore de la « nuque », symbole de la répression en Égypte, synthétise aussi tous les éléments du régime politique de H. Moubarak, fonctionnant alors comme un raccourci visuel d'un temps ou d'un état social.

<sup>19</sup> Voir à titre d'exemple un dessin de Walid Taher intitulé « Tofranil », *al-Dustûr*, 31/01/2007.

<sup>20</sup> Entretien avec K. al-Balchy, ancien rédacteur en chef du journal *al-Badl* et un des fondateurs du journal. Le Caire, 2014.

des premières enquêtes monographiques sur un journal privé égyptien. Fondé par des activistes des droits de l'homme en rupture avec les structures traditionnelles de militantisme de la gauche égyptienne, géré par des journalistes/intellectuels et financé par un groupe d'hommes d'affaires « désintéressés » financièrement, *al-Badl* représente, pour l'auteure, une expérience particulière dans l'histoire de la presse écrite égyptienne. Cette nature « hybride » d'*al-Badl* l'éloignerait, en effet, à la fois du journalisme proposé par la presse d'État, des journaux organes de partis politiques<sup>21</sup>, ainsi que de la presse privée, du fait de l'ancrage idéologique des financeurs d'*al-Badl* à gauche. Un projet politique appelé « gauche démocratique » anime et fédère les participants au lancement du journal, projet « fondé sur la jonction entre les principes de la démocratie et les droits de l'homme d'un côté, et celui de la justice sociale de l'autre » (*ibid.* : 4). Dans le contexte de l'effervescence politique et sociale des années 2000, il s'agit de proposer une alternative « civile » à la mouvance islamiste et à l'autoritarisme du régime. Ainsi, contrairement à la plupart des journaux privés de cette période, les ambitions et motivations premières des fondateurs d'*al-Badl* ne sont-elles pas proprement journalistiques. Il s'agit plutôt d'accéder à la scène politique légale en passant par la presse écrite. Devant la fermeture des canaux institutionnels d'expression politique, le journal est pensé comme un moyen de substitution. Est-ce la raison qui explique « l'effondrement financier » d'*al-Badl* et son retrait des marchés en 2009 ? C'est ce que semble penser Ahmad Abd Al-Tawab, journaliste égyptien et directeur de publication de l'institution journalistique étatique *al-Ahram* :

« L'expérience d'*al-Badl* est différente de celle du journal *al-Dustûr*. *Al-Badl* avait échoué professionnellement. *Al-Badl* a été incapable de produire une formule journalistique pour un lecteur. On peut être porteur d'un projet médiatique noble et courageux, mais cela ne détermine pas le succès car le journal a été incapable d'accéder au public. *Al-Badl* était un groupe d'activistes politiques, respectables, honnêtes, mais qui ignoraient tout du travail journalistique, ils ne disposaient pas de journalistes capables de traduire le message politique en une formule journalistique acceptable par le public » (Entretien, 2013).

Un entretien avec Khaled al-Balchy, ancien journaliste de la revue étatique *Rose al-Youssef* et du *Dustûr*, un des fondateurs d'*al-Badl* et son rédacteur en chef d'octobre 2008 à sa fermeture en avril 2009, apporte un autre éclairage sur les raisons de l'arrêt du journal et qui semble compléter plutôt qu'il ne contredit les propos d'Ahmad Abd al-Tawab.

« *Al-Badl* a fermé en avril en 2009. Les financeurs du journal ont déclaré que c'était pour des raisons financières. Moi je pense que ce n'est pas la vraie raison. Je pense que c'est plutôt pour des raisons politiques. Le journal *al-Badl* est un journal de gauche, il est né pour couvrir et soutenir les mouvements sociaux, notamment le mouvement ouvrier. Il devait être l'expression profonde et sincère de ce mouvement social que connaît la société égyptienne durant les années 2000. Et les principaux financeurs du journal ont investi dans le journal *al-Badl* par conviction pour ce projet. Mais je pense qu'ils n'ont pas mesuré ou sous-estimé le prix à payer pour exprimer ce mouvement protestataire de la société, surtout qu'*al-Badl* était le journal le plus radical dans la critique du régime » (Entretien, 2014).

<sup>21</sup> Il s'agit surtout de l'hebdomadaire *al-Ahaly*, principal organe journalistique du parti socialiste égyptien Al-Tagammu'.

Depuis sa fondation jusqu'à sa fermeture en 2009, *al-Badīl* se spécialise dans la couverture des mobilisations collectives, les affaires de droits de l'homme, la publication des rapports des centres de recherche, et ouvre grandement ses pages aux activistes et opposants politiques du régime. Mais le journal est traversé aussi par une professionnalisation progressive, perceptible, selon Marianna Ghiglia (2015 : 8), au niveau de la mise en forme du journal :

« La maquette du quotidien se transforme progressivement pour accroître son attractivité, la Une devient au fur et à mesure plus lisible et organisée, et les titraillles se font plus accrocheuses à travers l'emploi généralisé d'expressions dialectales. Autrement dit, le quotidien change de personnalité et prend une allure plus dynamique et captivante, même si, ce faisant, il perd en sobriété ».

Or, ces transformations de forme traduisent, et c'est bien l'idée principale de l'auteure, l'ascension dans la direction du journal d'une jeune génération de journalistes dont les caractéristiques socioprofessionnelles et les trajectoires de politisation diffèrent de celles des pères fondateurs d'*al-Badīl*. Aux militants et intellectuels de la « génération politique » dite des « seventies » (El-Khawaga, 2003), celle socialisée par les structures de gauche nassériennes, se substitue progressivement au niveau des postes de responsabilité une nouvelle catégorie d'acteurs, journalistes de formation pour la plupart et n'affichant aucune affiliation idéologique précise. Contrairement à leurs aînés, ce dernier groupe ne conçoit pas le journalisme comme un moyen de lutte politique « par défaut ». Comme la plupart des jeunes journalistes de la presse privée, ils intègrent la vie professionnelle dans le cadre d'une double particularité historique : le développement prolifique des mouvements de protestation, et la démonopolisation du champ médiatique égyptien, avec la multiplication des journaux et chaînes de télévision privées. Travailler pour un journal comme *al-Badīl* ou *al-Dustūr*, offre donc à la fois la possibilité de protester contre l'ordre établi, mais aussi la promesse de réussite et d'ascension professionnelles.

## Conclusion

Le formidable essor des médias privés au temps de Hosni Moubarak prouve que les Égyptiens étaient tout à fait prédisposés à lire ou voir autre chose que les publications du gouvernement et les programmes des chaînes publiques. Cet essor est le résultat d'une conjonction très complexe entre une multitude de processus, de volontés et de logiques d'intérêts : un contexte historique caractérisé notamment par la montée des mobilisations sociales et des protestations collectives contre le régime ; un nouveau type de financement des structures médiatiques permettant un nouveau type de gestion, de recrutement professionnel et d'organisation du travail journalistique ; et une génération de journalistes égyptiens porteuse de conceptions journalistiques innovantes et qui trouve dans le secteur privé les moyens et les conditions pour les réaliser. De son côté, le régime de Hosni Moubarak semble ne pas avoir mesuré toutes les conséquences d'une libéralisation même relative

de la télévision satellitaire. L'association réussie entre des hommes d'affaires dont les intérêts ont évolué avec l'effervescence politique et médiatique des années 2000, et des journalistes de la presse d'État, a permis finalement l'instauration d'un journalisme plus attentif aux demandes de changement politique en Égypte.

## Références

- Abdo I, 1961, *Rose al-Youssef, biographie et journal*, Le Caire, Études sur la presse égyptienne, Moassat sijil al-arab. (En arabe).
- Al-Azbaoui Y., dir., 2011, *La Révolution du 25 janvier 2011. Vers une nouvelle organisation syndicale*, Le Caire, Le Centre des études politiques économiques et stratégiques. (En arabe).
- Ben Néfissa S., 1996, « Les partis politiques égyptiens entre les contraintes du système politique et le renouvellement des élites », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 81-82, pp.55-91. Accès : [https://www.persee.fr/doc/remmm\\_0997-1327\\_1996\\_num\\_81\\_1\\_1757](https://www.persee.fr/doc/remmm_0997-1327_1996_num_81_1_1757).
- Ben Néfissa S., 2007, « "Ça suffit" ? Le "haut" et le "bas" du politique en Égypte », *Politique africaine*, 4, 108, pp. 5-24. Accès : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2007-4-page-5.htm>.
- Ben Néfissa S., 2014, « "Confluence médiatique" et protestations sociales avant la révolution du 25 janvier en Égypte : questionnements », pp. 143-161, in : Oualdi M., Pagès-El Karoui D., Verdeil D., dirs, *Les Ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo. Accès : <http://books.openedition.org/ifpo/6965?lang=fr>.
- Benaziz B., 2015, « *Al-Dustûr/al-Tahrîr*: Apogée et déclin d'un journal privé », *Revue Tiers Monde*, 2, 222, pp.31-48. Accès : [https://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=RTM\\_222\\_0031](https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RTM_222_0031).
- Bernard-Maugiron N., 2007, « Le printemps des juges et la réactualisation autoritaire en Égypte », *Politique africaine*, 4, 108, pp.67-85. Accès : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2007-4-page-67.htm>.
- Certeau M. de, 1974, *La Culture au pluriel*, Paris, Éd. Le Seuil, 1993.
- Certeau M. de, 1975, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard.
- Chouman M., 2007, « La presse indépendante et la question de la démocratie », pp. 171-212, in : Mennissi A., dir., *La Presse et la réforme politique en Égypte*, Le Caire, Le Centre des études politiques et stratégiques. (En arabe)
- Duboc M., 2012, *Contester sans organisations. Stratégies de mobilisation, question sociale et espace de visibilité dans les grèves de l'industrie textile égyptienne, 2004-2010*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- Eissa I., 1993a, *La Guerre avec le voile intégral. Sur le phénomène du voile des actrices et l'Islam saoudien en Égypte*, Le Caire, Dar al-Chabab al-Arabi. (En arabe).
- Eissa I., 1993b, *Mariam, al-Tajali al-akhir (Mariam la dernière apparition)*, Le Caire, Dar al-Hilal. (En arabe).
- Eissa I., 2012, « Le président caché », pp. 225-226, in : Eissa I., *La Route vers janvier*, Bloomsbury Qatar Foundation Publishing, Doha. (En arabe)
- El Kadi G., 2012, *Le Caire. Centre en mouvement*, Marseille, IRD Éd.

- El-Khawaga D., 2000, « Sisyphe ou les avatars du nouveau journalisme égyptien », *Égypte/ Monde arabe*, 1, 3, pp. 149-165.
- El-Khawaga D., 2002, « *Nilesat 101 et 102* : petite histoire d'un rêve de grandeur », *Hermès, La Revue*, 2, 34, pp. 135-148. Accès : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2002-2-page-135.htm>.
- El-Khawaga D., 2003, « La génération *seventies* en Égypte. La société civile comme répertoire d'action collective », pp. 271-292, in : Bennani-Chraïbi M., Fillieule O., dirs, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences po.
- Fadl B., 2007, *Deux gifles*, Le Caire, Dar Meret. (En arabe)
- Fadl B., 2009, *Les Premiers Habitants de l'Égypte*, Le Caire, Dar Meret. (En arabe)
- Fadl B., 2010, *Rires Blessés*, Le Caire, Dar al-Shorouk. (En arabe)
- Fadl B., 2011a, *Banou Bagam*, Le Caire, Dar al-Shorouk. (En arabe)
- Fadl B., 2011b, *L'Oscar de l'hypocrisie*, Le Caire, Dar Meret. (En arabe)
- Fadl B., 2016, « Fi sohbat harami al-anboubat », *Al-Arabi al-jadid*, 10, 11, 13 févr.
- Ghiglia M., 2015, « *Al-Badl*, ou *L'Alternative*. Récit d'une expérience à la croisée entre journalisme et engagement militant », *Égypte/Monde arabe*, 1, 12, pp. 115-145. Accès : <https://www.cairn.info/revue-egypte-monde-arabe-2015-1-page-115.htm>.
- Gobe É., 2005, « Secteur privé et pouvoir politique en Égypte : entre réformes économiques, logiques rentières et autoritarisme néo-patrimonial », pp. 253-265, in : Khoury G.D., Méouchy N., dirs, *États et sociétés de l'Orient arabe. En quête d'avenir, 1945-2005*, Paris, Geuthner.
- Guaaybess T., 2005, *Télévisions arabes sur orbite. Un système médiatique en mutation (1960-2004)*, Paris, CNRS Éd.
- Hamamou S., 2012, *Le Journal d'une journaliste d'al-Ahram. Vingt ans dans la vieille institution journalistique*, Le Caire, Madboly. (En arabe)
- Kassem H., 2005, « Comment le *Cairo Times* en est venu à être publié depuis Chypre », pp. 353-359, in : Banque mondiale, *Le Droit d'informer. Le rôle des médias dans le développement économique*, Bruxelles, De Boeck.
- Mennissi A., 2007, « La presse partisane et le processus de réforme politique », pp. 121-167, in : Mennissi A., dir., *La Presse et la réforme politique en Égypte*, Le Caire, Le Centre des études politiques et stratégiques. (En arabe)
- Monqid S., 2011, « Quand la culture est au service du développement durable », *Égypte/ Monde arabe*, 8, pp. 171-180. Accès : <https://journals.openedition.org/ema/3016>.
- Offerlé M., 1987, *Les Partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.
- Padioleau J.-G., 1985, *Le « Monde » et le « Washington Post ». Précepteurs et Mousquetaires*, Paris, Presses universitaires de France.
- Salah S., 1995, *La Crise de la liberté de la presse en Égypte 1945-1985*, Le Caire, La Maison d'édition des universités égyptiennes. (En arabe)